

Le parti basque Bildu n'est pas aussi irréprochable qu'il n'y paraît



Noël Pedreira

Lors des municipales espagnoles du 22 mai, la coalition indépendantiste Bildu a réalisé au Pays basque un score de 25%, dernière des 29% des nationalistes (PNV), mais loin devant les socialistes et le Parti populaire (PP). Bildu dirigera 106 municipalités, le PNV 93, les socialistes 8 et le PP 6. Bien que Bildu ait affirmé prendre ses distances avec le groupe terroriste ETA pour parier sur des voies «exclusivement pacifiques et démocratiques», le doute reste permis quant à ses véritables intentions, ainsi que sur ses réelles capacités à respecter les règles du jeu démocratique.

Le Tribunal suprême espagnol avait pourtant prononcé l'interdiction de Bildu, considérant qu'il s'agissait d'une énième renaissance de Batasuna, la vitrine politique de l'ETA interdite depuis 2003. Or le Tribunal constitutionnel annulait cette sentence dans un climat très tendu: six juges ont donné leur feu vert à Bildu, alors que cinq s'y sont opposés! La voie vers les élections était ouverte à ce parti, avec le succès que l'on sait.

Le 11 juin, les nouveaux conseils municipaux élisaient leurs maires. Or dans certaines localités, Bildu sortait vainqueur des urnes sans pour autant détenir la majorité absolue. Des tractations se sont déroulées entre les partis

pour savoir s'il fallait laisser Bildu gouverner, ou plutôt s'unir pour l'en empêcher. Des conseillers municipaux du PNV et du PP ont alors affirmé avoir subi de fortes pressions de la part de Bildu, dont les sympathisants n'ont pas hésité à harceler, invectiver et intimider physiquement certains élus, y compris le maire non-indépendantiste fraîchement nommé.

Dans le village d'Elorrio, le seul conseiller municipal du PP a subi diverses menaces et ne peut prévoir aucun déplacement sans ses deux gardes du corps. Ailleurs, des militants indépendantistes

Or le 12 juin, les dirigeants de Bildu prenaient à Bilbao la tête d'une manifestation demandant le transfert au Pays basque des membres de l'ETA emprisonnés dans diverses villes espagnoles. Une amnistie était également exigée, de même que l'octroi du statut de «victimes» aux familles des prisonniers.

Sous le patronage de Bildu, on assiste donc à une réécriture de l'histoire basque récente qui tend à une claire légitimation des méthodes terroristes de l'ETA. Ses membres, pourtant responsables de la mort de 857 personnes, sont présentés comme des «héros» et des «victimes de la répression des Etats espagnol et français».

Quant à Batasuna, ses dirigeants ont toujours refusé de condamner explicitement la violence aveugle de l'ETA. Comment se situeront-ils dorénavant face à Bildu? N'y a-t-il pas un risque évident de manipulation?

Ces dernières années, Batasuna accomplissait un intense travail de lobbying au sein des institutions européennes de Bruxelles et onusiennes de Genève, répandant une vision unilatérale du «conflit» basque, qui ne résiste pourtant pas à une simple analyse des faits.

C'est ainsi que Jon Andoni Lekue, responsable des relations internationales de Batasuna, parvenait à créer des groupes de soutien à la cause indépendantiste basque au sein des parlements anglais et suisse, tout en étant également actif en Allemagne et dans d'autres pays européens. Dans cette dynamique, un contrôle de Bildu par Batasuna paraît probable.

Il est donc essentiel de rappeler qu'en juin 2009, les juges de la

Cour européenne des droits de l'homme reconnaissent à l'unanimité que l'interdiction de Batasuna répondait à un «besoin social impérieux», les liens avérés entre Batasuna et l'ETA pouvant être «considérés objectivement comme une menace pour la démocratie». Les juges de Strasbourg ont encore précisé que «les actes et les discours imputables à Batasuna constituent un ensemble donnant une image nette d'un modèle de société qui serait en contradiction avec le concept de société démocratique».

En plaçant en parallèle cette sentence avec les derniers événements du Pays basque, un malaise s'installe. Y a-t-il une réelle volonté de la part de Bildu de rompre avec les réflexes anti-démocratiques et liberticides de la gauche indépendantiste basque de ces dernières décennies? Au final, la leçon à tirer des municipalités basques est bien la suivante: 75% de l'électorat a choisi de ne pas apporter son soutien à Bildu et à son but ultime, la création d'un «Etat basque indépendant et socialiste»!

Représentant en Suisse

de Fundación para la Libertad
dédiée à la lutte contre l'ETA
(www.paralalibertad.org)